

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;  
Gelet op de beraadslaging van de Regering van 25 april 2002,  
Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3 van de kaderovereenkomst vervat in bijlage II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2002 houdende vaststelling van de procedure en de voorwaarden tot erkenning van de diensten, met toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, wordt aangevuld met een lid drie, luidend als volgt :

« De ontwerpen over de gezondheid bedoeld bij de leden 1 en 2 moeten niet bijgevoegd worden voor de schooljaren 2002-2003 en 2003-2004. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking dezelfde dag als die waarop het besluit van 28 maart 2002 houdende vaststelling van de procedure en de voorwaarden tot erkenning van de diensten, met toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, in werking treedt.

Brussel, 29 april 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap;  
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
N. MARECHAL

F. 2002 — 2117

[2002/29278]

**15 MAI 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles de mobilité des agents entre le Ministère de la Communauté française et les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié, notamment l'article 19, § 2;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 15;

Vu le protocole n° 240 du Comité de Secteur XVII, conclu le 17 novembre 2000;

Vu les avis des Conseils de direction, donnés les 18 décembre 2000 (Ministère de la Communauté française), 22 novembre 2000 (Commissariat général aux Relations internationales), 27 novembre 2000 (Office de la Naissance et de l'Enfance) et 14 novembre 2000 (Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française);

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 novembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement du 18 octobre 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.466/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 18 avril 2002,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé du Titre IV de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les mots « du Collège des fonctionnaires généraux » sont remplacés par les mots « , du Collège des fonctionnaires généraux et de la Commission en matière de transfert ».

**Art. 2.** Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 12bis. Pour l'application des articles 37 et 38bis à 40 en tant que ces dispositions visent la procédure de transfert, le Conseil de direction est remplacé par une Commission en matière de transfert.

Les Conseils de direction du Ministère et de chacun des organismes d'intérêt public visés à l'article 68bis désignent chacun, en leur sein, deux membres pour composer la Commission visée à l'alinéa précédent.

La Commission est présidée par celui de ses membres le plus élevé en rang ou, à égalité de rang, le plus ancien ».

**Art. 3.** A l'article 37 du même arrêté, les mots « , par transfert » sont insérés avant les mots « ou par mutation ».

**Art. 4.** Un article 38bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 38bis. Préalablement à une déclaration de vacance d'un emploi à pourvoir selon la procédure de transfert visée à l'article 37, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination décide si, eu égard aux besoins du service, un profil de fonction pour l'emploi à pourvoir est requis. Celui-ci est porté à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

Lorsqu'un profil de fonction est requis pour l'emploi à pourvoir, la Commission en matière de transfert établit l'équivalence entre le profil de fonction requis et le profil de fonction des candidats. »

**Art. 5.** 1° A l'article 39 du même arrêté entre le premier et le second alinéa sont insérés deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« En cas de transfert, la Commission en matière de transfert émet un avis motivé sur base, d'une part, des qualités des candidats et sur leurs aptitudes à exercer la fonction correspondant à l'emploi en cause, et ce, conformément aux dispositions reprises à l'alinéa précédent, et, d'autre part, sur avis préalable rendu par :

1. pour les emplois correspondant à un grade des niveaux 2+, 2, 3 et 4, l'agent de rang 12 au moins dont l'agent transféré dépendra le plus directement dans l'institution d'accueil et, pour chaque candidat, l'agent de rang 12 au moins dont le candidat dépend le plus directement dans son institution d'origine;

2. pour les emplois correspondant à un grade des rangs 10, 11 et 12, le Conseil de direction de l'institution d'accueil et, pour chaque candidat, le Conseil de direction de son institution d'origine.

Les avis préalables prévus à l'alinéa précédent doivent parvenir à la Commission en matière de transfert dans un délai de un mois à dater de la clôture de l'appel aux candidatures. Les avis rendus postérieurement à ce délai ne seront pas pris en considération. »

2° Dans le dernier alinéa du même article, les mots « ou de la Commission en matière de transfert » sont ajoutés avant les mots « peut se conclure par une proposition ».

**Art. 6.** Après l'article 68 du même arrêté, il est inséré un Chapitre IIIbis rédigé comme suit :

« Chapitre IIIbis : Du transfert

Art. 68bis

Le transfert est le passage d'un agent d'un emploi d'un des cadres du Ministère ou des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII à un emploi correspondant à son grade, sa catégorie et son groupe de qualification d'un autre de ces cadres.

L'agent transféré conserve ses anciennetés de niveau, de grade et de service acquises avant son transfert. Le transfert emporte de plein droit nomination au grade de l'emploi dans lequel l'agent est transféré. Le transfert est réalisé par un arrêté individuel pris par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination dans l'entité administrative où l'agent est transféré. Il ne peut lui être attribué une ancienneté autre que celle dont il peut répondre effectivement.

Il est attribué à l'agent une échelle de traitement liée au grade de l'emploi dans lequel il est transféré. Par dérogation, l'agent transféré conserve, le cas échéant, son traitement jusqu'à ce qu'il obtienne, dans l'échelle de traitement attachée à son nouvel emploi, un traitement au moins égal.

Les Fonctionnaires généraux ne sont pas visés par le présent chapitre. »

**Art. 7.** A l'article 69, les troisième et quatrième alinéas sont abrogés.

Un nouvel alinéa 3 est inséré dans le même article rédigé comme suit :

« Les Fonctionnaires généraux ne sont pas visés par le présent chapitre. »

CHAPITRE II. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

**Art. 8.** A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les mots « par transfert » sont insérés avant les mots « ou par mutation ».

CHAPITRE III — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mai 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française,  
Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

## VERTALING

N. 2002 — 2117

[2002/29278]

**15 MEI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de regels van mobiliteit van de ambtenaren tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut behorend tot het Comité van Sector XVII**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een Commissariaat-generaal voor de Internationale Betrekkingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 19, § 2;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaar van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het protocol nr. 240 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 17 november 2000;

Gelet op de adviezen van de Directieraden, gegeven op 18 december 2000 (Ministerie van de Franse Gemeenschap), 22 november 2000 (Commissariaat-generaal voor de Internationale Betrekkingen), 27 november 2000 (Office de la Naissance et de l'Enfance) en 14 november 2000 (Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 oktober 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 november 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 november 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 oktober 2001 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies 32.466/2 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2001, bij toepassing van artikel 84, 1<sup>e</sup> lid, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 april 2002;

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

**Artikel 1.** In het opschrift van titel IV van het besluit van de Regering van 22 april 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "en College van ambtenaar-generaal" vervangen door de woorden "van het College van ambtenaren-generaal en van de Commissie inzake overdracht".

**Art. 2.** Een artikel 12*bis*, als volgt opgesteld, wordt in ditzelfde artikel ingevoegd :

"Art. 12*bis*. Voor de toepassing in de artikelen 37 en 38 *bis* tot 40, voor zover deze bepalingen de overdrachtprocedure als doel hebben, wordt de Directieraad vervangen door een Commissie inzake overdracht.

De Directieraden van het Ministerie en van elke instelling van openbaar nut bedoeld in artikel 68*bis* stellen ieder onder hen, twee leden aan voor de samenstelling van de in het vorige lid bedoelde Commissie.

De Commissie wordt voortgezeten door het lid met de hoogste rang of bij gelijkheid van rang, door het oudste lid".

**Art. 3.** In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de woorden "door overdracht" ingevoegd voor de woorden "door overplaatsing".

**Art. 4.** Een artikel 38*bis*, als volgt opgesteld, wordt in ditzelfde besluit ingevoegd :

"Art. 38*bis*. Alvorens een betrekking vacant te verklaren volgens de procedure van overdracht bedoeld in artikel 37, beslist de overheid die het aanstellingsrecht heeft of, rekening houdende met de behoeften van de dienst, een ambtsprofiel voor de toe te kennen betrekking vereist is. De ambtenaren worden ervan op de hoogte gebracht bij de oproep van de kandidaten.

Wanneer een ambtsprofiel vereist is voor een toe te kennen betrekking, vergelijkt de Commissie die bevoegd is voor de overdrachten het vereiste ambtsprofiel met het ambtsprofiel van de kandidaten."

**Art. 5.** 1° In artikel 39 van ditzelfde besluit worden tussen het eerste en het tweede lid twee nieuwe leden ingevoegd die als volgt zijn opgesteld :

"In geval van overdracht brengt de Commissie die bevoegd is voor de overdrachten een advies uit dat gemotiveerd is op basis enerzijds van de kwaliteiten van de kandidaten en hun bekwaamheden tot het uitoefenen van het ambt dat overeenstemt met de betrokken betrekking, en dit overeenkomstig de bepalingen bepaald in vorig lid, en anderzijds op voorafgaande advies gegeven door :

1. voor de betrekkingen die overeenstemmen met een graad van niveau 2+, 2, 3 en 4, de ambtenaar van minstens rang 12 waarvan de overgedragen ambtenaar het meest direct zal afhangen in de onthaalinstelling en, voor elke kandidaat, de ambtenaar van minstens rang 12 waarvan de kandidaat het meest direct afhangt in zijn oorspronkelijke instelling;

2. voor de betrekkingen die overeenstemmen met een graad van rang 10, 11 en 12, de Directieraad van de onthaalinstellingen en voor elke kandidaat, de Directieraad van zijn oorspronkelijke instellingen.

De in het vorig lid bedoelde voorafgaande adviezen moeten bij de Commissie die bevoegd is voor de overdrachten aankomen binnen een termijn van een maand vanaf de datum van de sluiting van de oproep tot kandidaten. Er zal geen rekening worden gehouden met de adviezen die na deze termijn worden gegeven."

2° In het laatste lid van ditzelfde artikel, worden de woorden "of de Commissie inzake overdrachten" ingevoegd voor de woorden "kan uitkomen op een voorstel".

**Art. 6.** Na artikel 68 van ditzelfde besluit wordt een hoofdstuk III *bis* ingevoegd, die als volgt is opgesteld :

*"Hoofdstuk III bis : De Overdracht.*

*Art. 68 bis*

De overdracht en de overgang van een ambtenaar van een betrekking van een van de personeelsformaties van het Ministerie of de Instellingen van openbaar nut die behoren tot het Comité van Sector XVII naar een betrekking die overeenstemt met zijn graad, zijn categorie en zijn kwalificatiegroep van een ander personeelsformatie.

De overgedragen ambtenaar behoudt zijn anciënniteit van niveau, graad en dienst die hij voor zijn overdracht heeft verkregen. De overdracht heeft van rechtswege de benoeming tot gevolg tot de graad van de betrekking waarin de ambtenaar wordt overgedragen. De overdracht wordt bij een apart besluit uitgevoerd, dat genomen is door de overheid die het nominatierecht uitvoert in de administratieafdeling waar de ambtenaar wordt overgedragen. Men mag hem geen andere anciënniteit toekennen dan diegene die hij effectief bezit.

Een weddeschaal wordt aan de ambtenaar toegekend die gebonden is aan de graad van de betrekking waarin hij wordt overgedragen. In afwijking behoudt de overgedragen ambtenaar in voorkomend geval zijn wedde tot als hij in de weddeschaal van zijn nieuwe betrekking een bezoldiging krijgt die minstens gelijk is.

Dit hoofdstuk betreft niet de Ambtenaren-generaal.

**Art. 7.** In artikel 69, worden het derde en het vierde lid opgeheven.

Er wordt in datzelfde artikel een nieuw derde lid ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

"Dit hoofdstuk betreft niet de Ambtenaren-generaal."

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepaling van het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance"*

**Art. 8.** In artikel 15 van het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden de woorden "door overdracht" ingevoegd voor de woorden "of door overplaatsing".

HOOFDSTUK III. — *Slopbepalingen*

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 10.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-President, belast met de Internationale betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, het Onthaal en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,

J.-M. NOLLET